



TRANSMIS AU CONTRÔLE
DE LÉGALITÉ LE : 17 AVR. 2009

AFFICHÉ LE : 17 AVR. 2009

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE LE : 17 AVR. 2009

LE DÉPARTEMENT



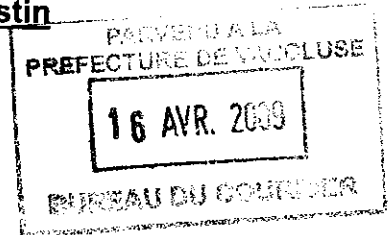
Département
de
VAUCLUSE

DÉPARTEMENT DE LA DROME n°
09-DAS-0159

DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE n° 09.3299

ARRETE INTERDEPARTEMENTAL
portant constitution de la Commission Locale d'Information auprès de
l'installation nucléaire de base du Tricastin

Le Président du Conseil général de la Drôme,
Le Président du Conseil général du Vaucluse,



Vu la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22,

Vu le décret n° 2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base notamment ses articles 5, 6 et 7,

Vu l'arrêté départemental n°1191 en date du 12 juillet 1983, portant création dans le Département de la Drôme d'une Commission d'Information auprès des Grands Équipements Énergétiques du Tricastin (CIGEET), et l'arrêté modificatif n°1093 du 21 juillet 1986,

Vu l'arrêté départemental n°895 du 11 juin 1990 portant constitution de la CIGEET et l'arrêté modificatif n°936 du 19 juin 1990,

Vu les modalités retenues entre le Président du Conseil général de la Drôme et le Président du Conseil général du Vaucluse s'agissant de la Présidence et de la gestion administrative de la Commission en application de l'article 1^{er} du décret n° 2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Il est créé dans les Départements de la Drôme et du Vaucluse, en substitution de la Commission d'Information auprès des Grands Équipements Énergétiques du Tricastin (CIGEET), une Commission Locale d'Information auprès des Grands Équipements Énergétiques du Tricastin (CLIGEET).

Article 2 : La Commission Locale d'Information est composée de 70 membres ayant voix délibérative dont la répartition est fixée conformément aux dispositions de l'article 3 ci-après.

Article 3: La Commission Locale d'Information comprend quatre catégories de membres avec voix délibérative. La liste est fixée comme suit :

1°) 45 élus,

- Le Président du Conseil général de la Drôme, Président de la CLIGEET ;
- Le Président du Conseil général du Vaucluse, Vice Président de la CLIGEET ;
- Un Sénateur de la Drôme ;

- Un Sénateur du Vaucluse ;
- Un Sénateur de l'Ardèche ;
- Un Sénateur du Gard ;
- Un Député de la Drôme ;
- Un Député du Vaucluse ;
- Un Député de l'Ardèche ;
- Un Député du Gard ;
- Un représentant du Conseil régional Rhône Alpes ;
- Un représentant du Conseil régional Provence Alpes Côte D'Azur ;
- Un représentant du Conseil régional Languedoc ;
- Cinq représentants du Conseil général de la Drôme ;
- Un représentant du Conseil général du Vaucluse ;
- Deux représentants du Conseil général de l'Ardèche ;
- Deux représentants du Conseil général du Gard ;
- Un représentant de la mairie de Donzère ;
- Un représentant de la mairie des Granges-Gontardes ;
- Un représentant de la mairie de La Garde-Adhémar ;
- Un représentant de la mairie de Pierrelatte ;
- Un représentant de la mairie de Saint-Paul-Trois-Châteaux ;
- Un représentant de la mairie de Clansayes ;
- Un représentant de la mairie de Montségur-sur-Lauzon ;
- Un représentant de la mairie de Solérieux ;
- Un représentant de la mairie de Saint-Restitut ;
- Un représentant de la mairie de Suze-la-Rousse ;
- Un représentant de la mairie de la Baume de Transit ;
- Un représentant de la mairie de Valaurie ;
- Un représentant de la mairie de Roussas ;
- Un représentant de la mairie de Chantemerle-les-Grignan ;
- Un représentant de la mairie de Bollène ;
- Un représentant de la mairie de Lapalud ;
- Un représentant de la mairie de Mondragon ;
- Un représentant de la mairie de Lamotte-du-Rhône ;
- Un représentant de la mairie de Pont-Saint-Esprit ;
- Un représentant de la mairie de Saint-Just ;
- Un représentant de la mairie de Saint-Marcel ;
- Un représentant de la mairie de Bourg-Saint-Andeol.

2°) 7 représentants d'associations de protection de l'environnement oeuvrant dans les départements intéressés :

- Un représentant de la Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature (FRAPNA) Drôme ;
- Un représentant de la Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité (CRIIRAD) ;
- Un représentant de l'Association de sauvegarde de l'environnement du Tricastin,
- Un représentant du Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE) Drôme Ardèche ;
- Un représentant de l'association Aménager sans nuire à Bollène ;
- Un représentant de l'association Mieux vivre dans la vallée du Rhône en Vaucluse ;
- Un représentant des Amis de la Terre.

3°) 8 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives dans les entreprises exploitant les installations nucléaires de base intéressées ou les entreprises extérieures mentionnées au IV de l'article L. 230-2 du code du travail :

- Deux représentants de la CFDT ;
- Deux représentants de la CGT ;

- Un représentant de la CFE-CGC ;
- Un représentant de FO ;
- Un représentant de la CFTC ;
- Un représentant du SPAEN.

4°) 10 personnes qualifiées et des représentants du monde économique :

- Un représentant de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Drôme ;
- Un représentant de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Vaucluse ;
- Un représentant de la Chambre d'Agriculture de la Drôme ;
- Un représentant du Conseil drômois de l'Ordre des médecins ;
- Un représentant du Conseil de l'Ordre des Pharmaciens ;
- M. Arnaud REME, directeur du Laboratoire Départemental d'Analyse de la Drôme ;
- Le Colonel Olivier BOLZINGER, directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Drôme ;
- M. Eric LIATTARD, professeur à l'Université Joseph Fourier ;
- M. Pierre MANFREDI, Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN) ;
- M. Didier LIQUIERE, association Malades et Accidentés du Nucléaire-chimique Et Sympathisants (MANES).

Article 3 : chaque membre peut désigner un suppléant, à l'exception de :

- M. Arnaud REME, directeur du laboratoire départemental d'analyse de la Drôme ;
- Le Colonel Olivier BOLZINGER, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Drôme ;
- M. Eric LIATTARD, professeur à l'Université Joseph Fourier ;
- M. Pierre MANFREDI, Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN) ;
- M. Didier LIQUIERE, association Malades et Accidentés du Nucléaire-chimique Et Sympathisants (MANES),

qui sont nommés intuitu personnae.

Article 4 : La durée du mandat des membres composant la CLI est de 3 ans. Les membres de la commission qui perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été nommés cessent d'exercer ces fonctions. Leur successeur est nommé pour la durée du mandat restant à courir.

Article 5 : Conformément aux modalités retenues entre le Président du Conseil général de la Drôme et le Président du Conseil général du Vaucluse, la gestion administrative de la Commission est assurée par les services du Département de la Drôme.

Article 6 : Les arrêtés suivants :

- l'arrêté départemental en n°1191 en date du 12 juillet 1983, portant création dans le Département de la Drôme d'une commission d'Information auprès des Grands Équipements Énergétiques du Tricastin (CIGEET),
- l'arrêté modificatif n°1093 du 21 juillet 1986,
- l'arrêté départemental n°895 du 11 juin 1990 portant constitution de la CIGEET,
- l'arrêté modificatif n°936 du 19 juin 1990.

sont abrogés.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des services départementaux du Département de la Drôme, et Monsieur le Directeur Général des services départementaux du Département du Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

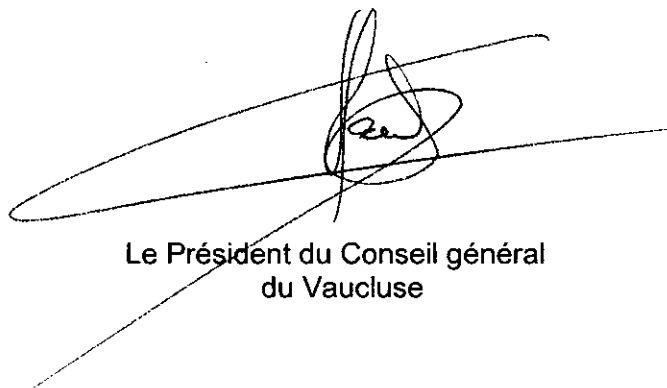
qui sera transmis au contrôle de légalité, affiché à l'Hôtel du Département, notifié au Préfet, à l'Autorité de sûreté nucléaire ; aux Présidents des Conseils régionaux de Rhône-Alpes, de Provence Alpes Cote d'Azur et du Languedoc-Roussillon, aux maires des communes de Donzère, des Granges-Gontardes, de La Garde-Adhémar, de Pierrelatte, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, de Clansayes, de Montségur-sur-Lauzon, de Solérieux, de Saint-Restitut, de Suze-la-Rousse, de Rochegude, de la Baume de Transit, de Valaurie, de Roussas, de Chantemerle-les-Grignan, de Bollène, de Lapalud, de Mondragon, de Lamotte-du-Rhône, de Pont-Saint-Esprit, de Saint-Just, de Saint-Marcel, de Bourg-Saint-Andeol, aux exploitants de l'installation nucléaire de base du Tricastin et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Valence, le 15 AVR. 2009



Le Président du Conseil général
de la Drôme

Fait à Avignon, le 15 AVR. 2009



Le Président du Conseil général
du Vaucluse